

Québec, le 28 novembre 2025



**Notre référence :** 03.06.34887

**Objet :** Demande de documents



Pour faire suite à votre demande formulée en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (ci-après la « *Loi* »), vous trouverez ci-joint copie des documents demandés que nous pouvons vous transmettre relativement au 4<sup>e</sup> point de la demande.

En effet, le ou les documents visés par le 2<sup>e</sup> point de votre demande n'existe(nt) pas ou nous ne le(s) détenons pas (voir l'article 1 de la *Loi* ci-annexé). Également, nous avons retiré les autres renseignements ou documents visés par votre demande parce que :

- Il s'agit de documents qui se rapportent à un avis ou à une recommandation qui peuvent être protégés pendant un délai de 10 ans (voir l'article 37 de la *Loi* ci-annexé);
- Il s'agit de documents qui renferment des analyses qui n'ont pas encore fait l'objet d'une décision ou qui peuvent être protégés pendant un délai de 5 ans en l'absence de décision (voir l'article 39 de la *Loi* ci-annexé);
- La divulgation de certains renseignements nuirait à nos mécanismes de sécurité (voir l'article 29 de la *Loi* ci-annexé);
- Il s'agit de documents du bureau d'un membre de l'Assemblée nationale et ils ne sont accessibles que si le membre ne le juge opportun (voir l'article 34 de la *Loi* ci-annexé);
- Il s'agit de documents qui sont protégés par le secret professionnel (voir l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne* ci-annexé);
- Le droit d'accès ne s'étend pas aux notes personnelles inscrites sur un document, ni aux esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature (voir l'article 9 de la *Loi* ci-annexé);

- Il s'agit de documents liés à la prévention, la détection ou la répression du crime ou des infractions aux lois dont la divulgation pourraient avoir certains impacts, notamment entraver une enquête en cours (voir l'article 28 de la *Loi* ci-annexé).
- Ils se composent essentiellement de renseignements pour lesquels nous devons vous refuser l'accès et si nous les retranchons, les éléments restants sont peu significatifs (voir l'article 14 de la *Loi* ci-annexé).

Finalement, lorsqu'il y avait moins de cinq occurrences dans une même catégorie, nous avons retiré cette donnée, puisqu'elle est nominative, de manière directe ou indirecte, et que vous n'avez pas fourni l'autorisation des personnes visées (voir les articles 53 et 54 de la *Loi* ci-annexés).

Sachez toutefois que, selon la *Loi*, il est possible d'exercer un recours en vous adressant, dans les 30 jours de la présente réponse, à la Commission d'accès à l'information au numéro 1 888 528-7741.

Recevez, [REDACTED] nos salutations distinguées.

La responsable de l'accès aux documents  
et de la protection des renseignements personnels,

[ORIGINAL SIGNÉ PAR]

Nathalie Jacques

p.j.

## ANNEXE

EXTRAITS DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR  
LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**ARTICLE 1**

La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents: écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

---

1982, c. 30, a. 1.

**ARTICLE 9**

Toute personne qui en fait la demande a droit d'accès aux documents d'un organisme public.

Ce droit ne s'étend pas aux notes personnelles inscrites sur un document, ni aux esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature.

---

1982, c. 30, a. 9.

**ARTICLE 14**

Un organisme public ne peut refuser l'accès à un document pour le seul motif que ce document comporte certains renseignements qu'il doit ou peut refuser de communiquer en vertu de la présente loi.

Si une demande porte sur un document comportant de tels renseignements, l'organisme public peut en refuser l'accès si ces renseignements en forment la substance. Dans les autres cas, l'organisme public doit donner accès au document demandé après en avoir extrait uniquement les renseignements auxquels l'accès n'est pas autorisé.

---

1982, c. 30, a. 14.

**ARTICLE 28**

Un organisme public doit refuser de confirmer l'existence ou de donner communication d'un renseignement contenu dans un document qu'il détient dans l'exercice d'une fonction, prévue par la loi, de prévention, de détection ou de répression du crime ou des infractions aux lois ou dans l'exercice d'une collaboration, à cette fin, avec une personne ou un organisme chargé d'une telle fonction, lorsque sa divulgation serait susceptible:

- 1° d'entraver le déroulement d'une procédure devant une personne ou un organisme exerçant des fonctions juridictionnelles;
- 2° d'entraver une enquête à venir, en cours ou sujette à réouverture;
- 3° de révéler une méthode d'enquête, une source confidentielle d'information, un programme ou un

plan d'action destiné à prévenir, détecter ou réprimer le crime ou les infractions aux lois;

4° de mettre en péril la sécurité d'une personne;

5° de causer un préjudice à une personne qui est l'auteur du renseignement ou qui en est l'objet;

6° de révéler les composantes d'un système de communication destiné à l'usage d'une personne chargée d'assurer l'observation de la loi;

7° de révéler un renseignement transmis à titre confidentiel par un corps de police ayant compétence hors du Québec;

8° de favoriser l'évasion d'un détenu; ou

9° de porter atteinte au droit d'une personne à une audition impartiale de sa cause.

Il en est de même pour un organisme public, que le gouvernement peut désigner par règlement conformément aux normes qui y sont prévues, à l'égard d'un renseignement que cet organisme a obtenu par son service de sécurité interne, dans le cadre d'une enquête faite par ce service et ayant pour objet de prévenir, détecter ou réprimer le crime ou les infractions aux lois, susceptibles d'être commis ou commis au sein de l'organisme par ses membres, ceux de son conseil d'administration ou de son personnel ou par ceux de ses agents ou mandataires, lorsque sa divulgation serait susceptible d'avoir l'un des effets mentionnés aux paragraphes 1° à 9° du premier alinéa.

---

1982, c. 30, a. 28; 1990, c. 57, a. 7; 2006, c. 22, a. 14.

#### **ARTICLE 29**

Un organisme public doit refuser de confirmer l'existence ou de donner communication d'un renseignement portant sur une méthode ou une arme susceptible d'être utilisée pour commettre un crime ou une infraction à une loi.

Il doit aussi refuser de confirmer l'existence ou de donner communication d'un renseignement dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

---

1982, c. 30, a. 29; 2006, c. 22, a. 16.

#### **ARTICLE 34**

Un document du bureau d'un membre de l'Assemblée nationale ou un document produit pour le compte de ce membre par les services de l'Assemblée n'est pas accessible à moins que le membre ne le juge opportun.

Il en est de même d'un document du cabinet du président de l'Assemblée, d'un membre de celle-ci visé dans le premier alinéa de l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale (chapitre A-23.1) ou d'un ministre visé dans l'article 11.5 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), ainsi que d'un document du cabinet ou du bureau d'un membre d'un organisme municipal ou scolaire.

---

1982, c. 30, a. 34; 1982, c. 62, a. 143; 1983, c. 55, a. 132; 1984, c. 47, a. 1.

#### **ARTICLE 37**

Un organisme public peut refuser de communiquer un avis ou une recommandation faits depuis moins de dix ans, par un de ses membres, un membre de son personnel, un membre d'un autre organisme public ou un membre du personnel de cet autre organisme, dans l'exercice de leurs fonctions.

Il peut également refuser de communiquer un avis ou une recommandation qui lui ont été faits, à sa demande, depuis moins de dix ans, par un consultant ou par un conseiller sur une matière de sa compétence.

---

1982, c. 30, a. 37.

#### **ARTICLE 39**

Un organisme public peut refuser de communiquer une analyse produite à l'occasion d'une recommandation faite dans le cadre d'un processus décisionnel en cours, jusqu'à ce que la recommandation ait fait l'objet d'une décision ou, en l'absence de décision, qu'une période de cinq ans se soit écoulée depuis la date où l'analyse a été faite.

---

1982, c. 30, a. 39.

#### **ARTICLE 53**

Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants:

- 1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation;
- 2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis-clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion.

---

1982, c. 30, a. 53; 1985, c. 30, a. 3; 1989, c. 54, a. 150; 1990, c. 57, a. 11; 2006, c. 22, a. 29; 2021, c. 25, a. 8.

#### **ARTICLE 54**

Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et permettent, directement ou indirectement, de l'identifier.

---

1982, c. 30, a. 54; 2006, c. 22, a. 110; 2021, c. 25, a. 10.

EXTRAIT DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE

**ARTICLE 9**

Chacun a droit au respect du secret professionnel.

Toute personne tenue par la loi au secret professionnel et tout prêtre ou autre ministre du culte ne peuvent, même en justice, divulguer les renseignements confidentiels qui leur ont été révélés en raison de leur état ou profession, à moins qu'ils n'y soient autorisés par celui qui leur a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi.

Le tribunal doit, d'office, assurer le respect du secret professionnel.

---

1975, c. 6, a. 9.

Direction générale de l'expertise légale et de la sécurité des véhicules

Québec, le 20 novembre 2025

**Me Virginie Beaulieu**

**Bureau en accès à l'information et en protection des renseignements personnels**

**Objet : Demande d'accès aux documents : 03.06.34887**

---

Madame,

Veuillez trouver ci-joint les documents en notre possession concernant les points 1, 3 et 4 de la demande d'accès mentionnée en objet.

En ce qui concerne le point 2 de la demande, nous ne disposons d'aucun document portant sur le contournement des postes de contrôle routier (balances) ni sur la surutilisation de l'autoroute 30 ou d'autres routes à des fins d'évitement d'inspection.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

La chef de la Division de l'expertise légale,



Nancy Boisvert  
p.j. (3)

**Bilan partiel - Opération « Vérification de l'assurance responsabilité des transporteurs »**  
Du 01 février au 28 février 2025

[illegible]

\* Les données concernant les infractions sont détaillées dans le tableau ci-dessous.



Codelist	Code article	Code situation	Type défendeur	Type véhicule	Libellé
CSR	225	411	PR	VL	Propriétaire, a laissé circuler un véhicule lourd excédant 2 m de large circulant sur un chemin public, qui n'était pas équipé de lampes, réflecteurs ou fusées éclairantes.
CSR	470.1	52	CO	VR	Conducteur d'un véhicule routier, ne l'a pas conduit à un poste de contrôle tel que requis par une signalisation.
CSR	54	12	PR	VR	propriétaire d'un véhicule routier, l'a laissé circuler alors que l'immatriculation atteste un usage autre que celui qui en est réellement fait.
CSR	519.2	52	CD	VL	Conducteur d'un véhicule lourd, n'a pas noté ses observations sur l'état mécanique au rapport de ronde.
CSR	105	15	CO	VR	A conduit un véhicule alors qu'il faisait l'objet d'une sanction.
CSR	519.10	101	CD	VL	Conducteur d'un véhicule lourd, n'a pas rempli une fiche journalière contenant toutes ses heures de repos et toutes les heures de travail pour la journée.
CSR	519.21.1	4103	EX	VL	Exploitant, a permis à un conducteur de conduire un véhicule lourd sans remplir une fiche journalière contenant toutes les heures de repos et toutes les heures de travail pour la journée.
CSR	519.3	51	CD	VL	Conducteur d'un véhicule lourd, n'a pas rempli le rapport de ronde de sécurité du véhicule lourd conformément aux normes établies par règlement.
CSR	519.21.1	1413	EX	VL	Exploitant, a permis à un conducteur de conduire un véhicule lourd alors qu'il ne respectait pas les normes relatives aux heures de repos et aux heures de conduite prévues par règlement.
CSR	519.8.1	1401	CD	VL	Conducteur d'un véhicule lourd, a conduit contrairement aux normes relatives aux heures de repos et aux heures de conduite prévues par règlement.
CSR	401	111	CO	VR	A conduit un véhicule routier dans lequel a pris place un passager de moins de 16 ans, dont la taille est inférieure à 145 cm ou qui est âgé de moins de 9 ans, qui n'était pas installé dans un ensemble de retenue ou un siège d'appoint conforme.
CSR	519.21.1	4303	EX	VL	Exploitant, a permis à un conducteur de conduire un véhicule lourd alors qu'il inscrivait des renseignements inexacts aux fiches journalières.
CSR	463	55	EX	VL	Exploitant d'un véhicule lourd, l'a laissé circuler sans permis spécial délivré à cette fin alors que la masse totale en charge >VC> = 1t, excède celle permise <VP> > 3t.
CSR	519.10	3011	CD	VL	Conducteur d'un véhicule lourd,a produit plus d'un rapport d'activités par jour.
CSR	519.21.1	4203	EX	VL	Exploitant, a permis à un conducteur de conduire un véhicule lourd alors qu'il remplit plus d'une fiche journalière par jour.
CSR	519.10	3032	CD	VL	Conducteur d'un véhicule lourd,a falsifié un rapport d'activités ou un document justificatif.
CSR	519.3	56	CD	VL	Conducteur d'un véhicule lourd, n'a pas fait parvenir l'original du rapport de ronde de sécurité à l'exploitant dans le délai prescrit par règlement.
CSR	498.1	11	CO	VR	A circulé avec un véhicule couvert de neige pouvant s'en détacher et susceptible de présenter un risque pour les usagers de la route.
CSR	518	14	PR	VR	propriétaire d'un véhicule routier, l'a laissé circuler sur un chemin public alors que le nombre d'esieux excédait ce qui est inscrit dans le registre que la Société tient en vertu de l'article 10 du Code.
CSR	519.48	51	EX	VL	exploitant, a fixé sur un véhicule lourd une plaque d'immatriculation démise pour un autre véhicule.
CSR	531	151	EX	VL	Exploitant, a remis en circulation, après le délai de 48h, un véhicule lourd alors qu'il présentait une défaillance mineure, sans avoir fait la preuve à la Société qu'il est conforme au Code.
CSR	519.10	3031	CD	VL	Conducteur d'un véhicule lourd,a inscrit des renseignements inexacts au rapport d'activités.
CSR	519.21.3	112	EX	VL	Exploitant, a omis/d'assurer que les documents déterminés par règlement se trouvent à bord d'un véhicule lourd sous sa responsabilité.
CSR	443.1	11	CO	VR	Conducteur d'un véhicule routier, a fait usage d'un téléphone cellulaire ou de tout autre appareil portatif visé à l'article 443.1 du Code.
CSR	519.21.3	121	EX	VL	Exploitant, a omis/d'exiger que chaque conducteur remplisse le rapport d'activités conformément aux dispositions de l'article 519.10.
CSR	443	42	CO	VR	Conducteur d'un véhicule sur un terrain où le public est autorisé à circuler, y a consommé du cannabis ou autre drogue.
CSR	519.16	51	EX	VL	Exploitant ayant sous sa responsabilité un véhicule lourd, n'a pas placé dans le véhicule les listes de défauts applicables au véhicule.
CSR	531	151	PR	VL	Propriétaire, a remis en circulation après le délai de 48 h, un véhicule lourd sans avoir fait la preuve à la Société que la défaillance mineure indiquée sur le certificat de vérification mécanique était réparée.
CSR	270	111	PR	VR	propriétaire d'un véhicule routier muni de pneus qui n'étaient pas conformes aux normes établies par règlement.
CSR	35	54	CO	VR	A conduit un véhicule routier sans avoir avec lui le contrat de location du véhicule loué pour moins d'un an ou une copie de celui-ci.
CSR	440.1	101	PR	VR	Propriétaire, a mis en circulation un véhicule routier motorisé immatriculé au Québec qui n'était pas muni de pneus conçus spécifiquement pour la conduite hivernale selon les normes prévues par règlement.
CSR	471	11	CO	VR	A conduit un véhicule routier dont le chargement n'était pas solidement retenu de manière à ce qu'aucune partie de celui-ci ne puisse se déplacer.
CSR	513	731	CO	VR	a conduit un véhicule visé par un permis spécial, d'une largeur chargement et équipement compris excédant 3,04 m qui n'était pas muni de panneaux de signalisation "D".
CSR	65	51	CO	VR	A conduit un véhicule sans être titulaire d'un permis de la classe appropriée.
CSR	523	51	PR	VL	propriétaire, n'a pas soumis un véhicule lourd à la vérification mécanique exigée par la loi.
CSR	646	4913	CD	VL	Étant conducteur, n'a pas modifié ou enlevé une indication de danger marchandises dangereuses sur un contenant alors que les conditions qui l'environnent ont changé.

[illegible]



[illegible]

[illegible]